Liberté de la presse. Comment la Chine achète le silence des médias africains

jeudi 25 octobre 2018, par [ESSA Azad](#) (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2018).

Depuis dix ans, la Chine investit tous azimuts dans les médias africains pour changer son image sur le continent. Ce journaliste sud-africain raconte comment la parution d'un article gênant pour Pékin lui a valu des représailles dans son propre journal.

C'est désormais officiel. Depuis plus de dix ans qu'ils se préparent, s'organisent et financent les médias africains, les Chinois ont enfin décidé de toucher les premiers dividendes de cet investissement.

Début septembre, j'avais choisi de consacrer ma chronique dans un journal sud-africain aux persécutions dont fait l'objet la communauté musulmane ouïghoure et son gros million de représentants dans la province chinoise du Xinjiang. Cet article devait faire la lumière sur les discriminations imposées à cette minorité turco-musulmane et sur l'incapacité d'une quarantaine de dirigeants africains, invités à Pékin pour un forum sino-africain historique [3 et 4 septembre], à demander des comptes à leur hôte.

Quelques heures seulement après la publication de mon article dans des journaux appartenant au groupe Independent Media, la deuxième plus grosse société de médias en Afrique du Sud, j'apprenais que mon papier ne serait pas publié sur Internet.

Chronique supprimée

Le lendemain, ma chronique hebdomadaire s'intéressant aux gens dont on ne parle pas assez en général dans le monde était supprimée. Elle existait depuis septembre 2016. La "*nouvelle maquette des journaux*" ne laissait apparemment plus assez de place pour mes indignations hebdomadaires.

Connaissant la structure du capital d'Independent Media - dont 20 % sont contrôlés par des fonds chinois -, je savais que mon article sur les Ouïghours risquait de faire grincer des dents en haut lieu. Je ne pensais toutefois pas que la sanction serait aussi immédiate et assumée. J'avais cependant franchi une ligne rouge, et l'appareil de propagande chinois n'allait pas me laisser ruiner son travail en Afrique.

En 1999, la Chine a en effet lancé un vaste programme d'ouverture économique et sociale à destination du continent. Dans le cadre de cette politique d'internationalisation, baptisée Going Out, Pékin a investi des millions de dollars dans les médias africains. Pour contrebalancer la mauvaise réputation de la Chine dans les médias occidentaux, il fallait reprendre le contrôle de cette image sur un continent où les intérêts chinois ne pourraient aller que croissant.

"Chambres d'écho aux communiqués de presse"

Pour cela, il s'agissait d'investir lourdement dans la présence des grands médias publics chinois, avec l'ouverture de nouveaux bureaux et antennes ; mais il fallait aussi soutenir les médias chinois

privés s'installant sur le continent, racheter des parts de capital dans des médias locaux privés et mettre en place des partenariats ou offrir des voyages organisés en Chine à des journalistes africains désargentés.

Tandis que la Chine protège ainsi ses intérêts et son influence en Afrique à travers l'agence de presse Xinhua, le groupe de télévision China Global Television Network, son édition africaine du *China Daily* et le mensuel *ChinAfrica*, basé à Johannesburg, on se demande si les opinions publiques africaines sont d'accord avec le miroir que leur tendent les médias chinois.

Les médias privés, de mèche avec les élites locales, ont été les plus redoutables vecteurs de l'influence chinoise. Au Kenya, les buffets du Forum pour la coopération entre l'Afrique et la Chine et les séminaires pour journalistes sponsorisés par Pékin ont transformé le groupe Nation Media en simple chambre d'écho pour des communiqués de presse promettant l'arrivée d'investissements chinois sur le continent.

StarTimes opère dans trente pays africains

En Afrique du Sud, Independent Media - qui appartient en partie à la China International Television Corporation et au Fonds de développement Chine-Afrique - résonne à longueur de journée de louanges pour les investisseurs chinois, manque cruellement de distance critique vis-à-vis des BRICS (alliance entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud) dont tout le monde parle et s'est révélé incapable de poser les questions les plus fondamentales quant aux motivations des Chinois. Loin d'être des facteurs de transparence, les médias africains se sont faits les plus ardents défenseurs du pouvoir chinois.

Dans le même temps, le groupe de médias chinois StarTimes est désormais présent dans trente pays africains et se targue d'être "*l'opérateur de télévision numérique numéro un sur le continent*". Bien que privé, le groupe a profité de son étroite relation avec l'État chinois, comme le note le chercheur français Emmanuel Dubois de Prisque, notamment comme instrument de diffusion de la culture et des produits chinois.

Il est vrai que les relations sino-africaines ont longtemps été présentées à travers le prisme de fausses dichotomies. Mais c'est d'honnêteté que nous avons besoin dans les médias, pas d'un nouveau filtre déformant.

Les Chinois, "agresseurs" ou "bienfaiteurs"

Dans la presse occidentale, les Chinois se comportent comme des agresseurs ou des néocolonisateurs, et les Africains sont des peuples faibles ou corrompus. Dans les médias prochinois, c'est l'inverse : les Chinois se présentent comme des partenaires et des bienfaiteurs dont les Africains sont les bienheureux bénéficiaires. Et là où les journalistes occidentaux s'acharnent à révéler la corruption et les imprudences budgétaires des pays africains, les médias chinois font tout leur possible pour les dissimuler.

Certains gouvernements africains ont bien compris l'intérêt d'avoir une presse plus soucieuse de se ranger derrière la ligne officielle que de couvrir l'actualité du pays. L'image positive donnée du continent ravit les dirigeants africains (dans leur bulle d'autosatisfaction) et, à leurs yeux, la Chine fait figure de "*véritable ami*" de l'Afrique. Les entreprises africaines reprises par des capitaux chinois ont toutefois de fortes chances de découvrir également la censure du modèle chinois : les limites sont vite arrivées et elles ne sont pas négociables.

Azad Essa

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/liberte-de-la-presse-comment-la-chine-achete-le-silence-des-medias-africains>